

## **Les jardins du commerce équitable**

Stéphane Comar, Christophe Eberhart, Simon Pare et Rémi Roux

*Editions du Layeur*

### **Extraits : l'introduction**

La moitié de la population active mondiale est aujourd'hui constituée de paysans, soit 1,5 milliard de personnes, qui vivent dans les pays du Sud. Or, nombre de nos aliments quotidiens nous viennent des petits producteurs de ces pays: cacao, café, riz, oranges sont issus pour la plus grande part de l'agriculture paysanne du sud. Savons-nous que 80% de la production mondiale de cacao et 70% de la production de café proviennent de petits producteurs qui disposent au mieux de quatre ou cinq hectares de terre?

L'agriculture paysanne du Sud est une agriculture familiale. Sur de petites parcelles, qui le plus souvent ne dépassent pas les un, deux ou trois hectares, des familles produisent le riz, le maïs ou le manioc destinés à leur consommation propre et vendent leurs excédents sur le marché local. Les produits destinés à l'exportation, comme le thé, le café ou le cacao, sont commercialisés sur les marchés internationaux. Les familles retirent de ces ventes les revenus monétaires nécessaires au financement de l'éducation des enfants, à l'achat des vêtements, aux dépenses de santé ou à l'acquisition de biens indispensables, fabriqués industriellement.

Soutenir l'agriculture paysanne, ce n'est pas seulement défendre la cause des petits producteurs, c'est soutenir une activité majeure dans notre monde. L'agriculture paysanne, par son histoire, est en effet porteuse de beaucoup plus que d'elle-même, et au moment où certains la pensent en déclin elle pourrait bien se révéler une forme d'avenir... En un temps où les menaces environnementales s'amplifient, l'agriculture paysanne n'est-elle pas ce qui nous lie le plus naturellement, le plus intimement à cette terre que nous souhaitons préserver? Comment conserver les espaces naturels, protéger la biodiversité, faire face à des enjeux écologiques majeurs sans responsabiliser les immenses populations paysannes qui depuis des millénaires travaillent la terre, sans mobiliser leurs savoirs et leurs savoir-faire?

#### **Cultiver les jardins du monde**

L'expérience démontre que, dans un contexte favorable, l'agriculture paysanne traditionnelle est à même d'assurer au mieux une gestion durable des paysages et des ressources naturelles. Grâce à leur connaissance sûre des milieux où ils vivent, les paysans peuvent jouer un rôle essentiel dans la préservation de l'environnement. De nombreux travaux de chercheurs attestent que l'association et la diversification des cultures qu'ils pratiquent, sont la meilleure façon d'exploiter durablement les ressources du sol, de l'eau et de la lumière. Les jardins agro-forestiers à plusieurs étages, modèles d'équilibre écologique, sont à cet égard exemplaires. L'association de cultures diversifiées, en limitant les risques de contamination en cas de maladie, rend en effet inutile l'utilisation des pesticides et des insecticides. En sélectionnant des variétés

traditionnellement résistantes, l'agriculture paysanne réduit les risques phytosanitaires tout en maintenant une grande biodiversité végétale et animale.

Dans des conditions favorables (un accès équitable à la terre, au crédit et au marché), l'agriculture paysanne est donc capable de répondre pleinement aux objectifs économiques qui lui sont assignés. Inscrite dans l'histoire et la culture locale, elle est à même de donner aux populations du lieu l'apport alimentaire quotidien nécessaire et de produire aussi pour les marchés locaux. En dépit de la concurrence des produits étrangers issus de l'agriculture industrielle, maintenant commercialisés dans le monde entier, l'agriculture locale garde d'indéniables avantages: fraîcheur et qualité des produits, prix abordables. Développer une politique de soutien à l'agriculture paysanne serait donc, pour les pays du Sud, la meilleure façon de préserver leur souveraineté alimentaire.

Quand les conditions de commercialisation, d'accès aux crédits ou aux moyens techniques, sont satisfaisantes, l'agriculture paysanne parvient même à répondre aux exigences des marchés internationaux. En apportant des devises indispensables elle contribue à l'équilibre de la balance des paiements et devient alors un véritable atout dans le développement du pays.

Le "commerce équitable" n'a pas d'autre ambition que de contribuer à l'émergence et à l'extension de ces conditions favorables.

Mais la présence de leurs produits sur les marchés internationaux ne suffit pas à assurer une vie décente aux petits producteurs des pays en développement. Il faut savoir que la pauvreté dans le monde concerne au premier chef les populations paysannes. Seuls les 2% de la population agricole active mondiale possèdent un tracteur, et les 600 millions de personnes sous-alimentées que l'on compte aujourd'hui dans le monde sont pour la plus grande part des familles paysannes en situation de grande précarité.

### **Protéger les jardins du monde**

L'agriculture paysanne dans les pays du Sud n'est soutenue par aucune politique publique. Elle est directement confrontée à la concurrence d'une agriculture industrielle dont la productivité est sans commune mesure avec ses propres capacités de production. Les exploitations agricoles mécanisées produisent, par exemple, 2 000 tonnes d'équivalent-céréales par travailleur et par an, alors que le rendement du paysan qui cultive à la main est de 1 tonne. Pour vendre leurs produits au même prix que ceux pratiqués par les exploitations agricoles modernes, les paysans du Sud doivent donc accepter une rémunération bien moindre. Les petits producteurs qui produisent pour l'exportation sont sans aucun doute les plus directement affectés. Mais, les paysans qui vendent des produits alimentaires traditionnels sur le seul marché local sont également confrontés à cette concurrence inégale puisque les produits alimentaires importés des pays du Nord sont aujourd'hui présents sur les marchés locaux. Un producteur africain de mil, un producteur centroaméricain de maïs ou un producteur d'orge des Andes sont directement en concurrence avec l'agriculture mécanisée des grands pays industrialisés qui exportent chez eux les farines ou le blé.

De plus, la concurrence entre des agricultures qui ont des capacités de productivité si différentes est exacerbée par les politiques de subvention pratiquées par des pays du Nord: le prix de vente des produits de l'agriculture industrielle sur les marchés du Sud peut être alors inférieur aux coûts de leur production!

### **Des économies rurales menacées**

Les prix mondiaux des denrées alimentaires ont connu depuis plusieurs décennies une baisse constante. Le prix du sucre a été divisé par trois en un siècle et, au début des années 2000, la chute des prix du café, du cacao et de la banane a été sans précédent. Parallèlement à cette

baisse des prix de vente dans les pays industrialisés, les coûts de productions des paysans du Sud (les intrants, les semences, les transports, etc.) n'ont cessé d'augmenter. Soumis à cet effet de ciseau, les revenus des petits producteurs du Sud se sont nettement dégradés, entraînant dans ces 30 dernières années l'exode vers les villes de centaines de milliers de ruraux et la paupérisation rapide de ceux restés sur place.

Nombreuses sont les situations où le prix payé à un petit producteur du Sud ne couvre pas ses coûts réels de production. Impossible alors de réaliser les investissements productifs indispensables: outils, semences, fertilisants, etc.. Un paysan moyen de ces régions devrait consacrer trente trois ans de sa vie active à l'acquisition d'une paire de bœufs et d'un petit matériel d'une valeur de 1 500 euros... Il lui faudrait trois cents ans pour acheter un tracteur !

C'est ainsi que nombre d'agriculteurs se retrouvent pris dans des processus dramatiques d'endettement et de décapitalisation. Pour subsister ils prennent des crédits sur le marché informel des prêts à des taux proches de l'usure, et, pour s'acquitter de leurs dettes, ils se voient obligés de vendre progressivement leur cheptel, leurs outils et jusqu'à leurs terres. Ce sont là les causes principales des migrations temporaires ou permanentes vers les villes. Dans bien des endroits, l'agriculture paysanne ne subsiste que grâce à la migration saisonnière des jeunes ou des hommes de la famille qui vont travailler dans les centres urbains comme vendeurs ambulants, manœuvres dans la construction, etc. Avec la dislocation des familles, c'est alors tout le tissu social qui se décompose pendant de longues périodes. Les personnes âgées restent sur place, les plus jeunes partent et, faute d'activité économique productive, l'Etat n'investit plus dans les infrastructures indispensables: hôpitaux, écoles, réseaux électriques, etc.

La plupart des régions paysannes du monde connaissent un exode rural définitif. Les plus précaires partent les premiers: des jeunes dépourvus de terre, et de capital et qui n'ont donc aucun espoir de vivre un jour de l'agriculture. Les gigantesques bidonvilles qui entourent les mégapoles des pays en développement (Mexico, Sao Paulo, Abidjan, Le Caire, Mumbai,...) sont avant tout le résultat de cet exode rural...

La majorité des produits tropicaux exportés sur les marchés internationaux sont issus de l'agriculture paysanne, or les petits producteurs sont très dispersés et ont de grandes difficultés à mettre en place des instances de concertation ou d'organisation de la vente de leurs produits. De plus, éloignés des marchés sur lesquels ils vendent, ils les connaissent mal, et leurs capacités de négociation avec les acheteurs internationaux sont donc très limitées. Ces derniers, par contre, sont peu nombreux, bien organisés et ont tous les pouvoirs à leur disposition. Les filières d'approvisionnement peuvent se comparer à de vastes entonnoirs dont le goulot serait occupé par quelques entreprises multinationales qui contrôlent l'exportation, l'importation et la mise en marché de chaque produit.

Quatre sociétés contrôlent 40% du marché du riz, sept sociétés 85% du marché du cacao, et quatre grandes multinationales 60% du marché du café. Ces entreprises s'approvisionnent auprès de millions de producteurs dans une cinquantaine de pays différents. Elles ont des filiales dans chaque grande région de production et leurs réseaux d'intermédiaires, présents jusque dans le moindre village, drainent efficacement ces denrées vers le Nord.

Avec la libéralisation des marchés des matières premières de base et l'abandon des mécanismes internationaux de régulation, les cours des produits agricoles subissent de très fortes variations. Les chutes abruptes peuvent mettre en faillite la frange la plus fragile des producteurs et affecter négativement l'économie entière d'un pays. Le marché du café a ainsi connu une crise sans précédent entre 2000 et 2005, avec des cours bien inférieurs aux coûts de production. Résultat: 25 millions de petits caféiculteurs ont été précipités dans la pauvreté. En l'absence totale

d'une régulation du marché, ce sont les acheteurs qui font la loi. Et cette "loi" du plus fort, qui répond à des enjeux spéculatifs, met en redoutable insécurité des millions de petits producteurs.

### **Les alternatives qui se dessinent**

Pour sortir de cette situation de victimes imposée par leur condition, les petits producteurs se sont réunis dans des coopératives, des associations, ou autres groupements. Ainsi ont-ils pu trouver des réponses à un certain nombre de leurs problèmes: augmentation des volumes collectés, mutualisation des moyens de production, transformation des produits sur place, renforcement des capacités de négociation, aussi bien avec les acheteurs ou les administrations locales qu'avec les instances nationales.

Ainsi organisés, les producteurs ont élaboré des stratégies qui témoignent de leur détermination à trouver des possibilités de développement pertinentes. Pour sortir des règles du marché imposées, de nombreuses coopératives, appuyées par des ONG locales, ont misé sur la qualité. Les cafés d'altitude, les cacao fins et les riz spéciaux sont autant d'exemples de réussite. Certains producteurs peuvent aujourd'hui conclure des accords avec des acheteurs exigeants qui imposent des systèmes rigoureux de contrôle de la qualité.

Parallèlement, dès les années 90 et au début des années 2000, le marché bio est vite apparu aux organisations paysannes comme une opportunité de vendre, et donc de développer, des productions de qualité. Les producteurs qui (sans le savoir..) pratiquaient déjà une "agriculture biologique" (puisque sans engrais ni pesticides) ont pu sans difficulté répondre aux exigences des cahiers des charges "bio" et faire certifier leurs parcelles. Aujourd'hui encore, le marché des produits biologiques connaît un fort taux de croissance, mais, comme tout marché arrivé à maturité, la concurrence s'intensifie et les prix de vente sont moins intéressants pour les producteurs qu'ils ne l'étaient. Et, à nouveau, les petits paysans ont des difficultés à couvrir leurs coûts de production.

L'appui des ONG qui accompagnent la mise en place de ces alternatives, est souvent déterminant. On constate que les relations que certaines organisations paysannes ont établies avec des ONG locales ou internationales ont généré des dynamiques visiblement positives. Dans la plupart des cas l'ONG aide l'organisation de producteurs à se structurer et l'accompagne dans des évolutions qui, progressivement, l'autonomisent dans ses choix de développement. Plus et mieux que des financements, c'est avant tout l'information, la formation, les possibilités d'accès au crédit, que ces acteurs extérieurs ont apportées. Fortes de ces atouts, les organisations de producteurs sont devenues des interlocuteurs privilégiés pour le "commerce équitable".

### **La réponse du commerce équitable**

Le "commerce équitable" n'est pas un concept nouveau, il est apparu il y a plus de 40 ans avec l'appel célèbre des producteurs à la CNUCED « Trade, not aid ». Il s'est développé avec un mouvement qui, dans la société civile, souhaitait la mise en place de filières dites « intégrées » où des organisations spécialisées importeraient et vendraient directement aux consommateurs, court-circuitant ainsi les réseaux de la grande distribution. Ce sont les ONG Oxfam en Grande-Bretagne et SOS Wereldhandel aux Pays-Bas qui ont été pionnières dans la création des "Boutiques du Monde." Ces idées ont rapidement gagné l'Europe et l'Amérique du Nord. En France, ce sont les Artisans du Monde qui, en 1974, ont ouvert à Paris la première boutique. Boutiques « alternatives », c'est à dire offrant une alternative aux modalités traditionnelles de commercialisation et proposant des produits alimentaires et artisanaux en provenance des pays du Sud. L'aide apportée par les ONG aux organisations de producteurs et d'artisans consiste, dans ce cas, à leur ouvrir des marchés et à payer leurs produits à un prix équitable.

En 1988, suite aux cris d'alarme poussés par les producteurs de café du Chiapas qui dénonçaient leurs impossibles conditions de travail, naît l'association Max Havelaar. Cette association s'est donné pour objectif de rapprocher le producteur du consommateur en garantissant le respect d'un cahier des charges de production spécifique et la traçabilité du produit : café, chocolat, sucre, banane, thé, riz, miel, jus de fruits, épices et coton. Intégrés dans des filières dites « labellisées », ces produits font l'objet de contrôles à plusieurs niveaux. Des auditeurs indépendants interviennent sur le terrain même auprès des organisations de producteurs qui reçoivent ou non l'agrément les autorisant à figurer sur la liste des "producteurs équitables". Et, au Nord, Max Havelaar choisit les entreprises d'importation auxquelles elle donne son logo. Aujourd'hui, Max Havelaar est présent dans 58 pays producteurs et 21 pays consommateurs.

Dès son apparition dans les supermarchés, le "café Max Havelaar" remporte un réel succès qui s'étend rapidement au-delà des frontières néerlandaises. Des organisations de commerce équitable adoptent cette certification en Belgique en 1990, en Suisse et en France en 1992, au Danemark en 1994. En Allemagne, en 1993, et des organisations de "commerce équitable" lancent leur propre label, "Transfair", repris par l'Autriche, le Japon et l'Italie. Depuis 1994, l'Irlande et le Royaume-Uni, ont aussi leur label propre : "Fair Trade". Aujourd'hui, même si, pour des raisons pratiques, les trois labels conservent leur nom d'origine, ils sont harmonisés et ne font qu'un depuis la création, en avril 1997, d'une organisation de labellisation au niveau européen: "fair Trade Labelling Organisation-FLO". Ce n'est qu'en 1998 que le "commerce équitable" a fait son apparition en France dans la grande distribution.

Le cahier des charges équitable Max Havelaar a été conçu pour répondre aux besoins des producteurs et, dans le même temps, pour garantir aux consommateurs que l'argent dépensé dans l'achat d'un produit labellisé soutient effectivement le développement des organisations de producteurs. Ses principes fondamentaux sont les suivants:

- Les importateurs paient un prix garanti, fixé par FLO. Ce prix permet aux producteurs de couvrir leurs coûts de production et leurs besoins vitaux ;
- Les importateurs versent à la coopérative une prime de développement destinée à financer des projets collectifs ;
- Les importateurs sont encouragés, autant que faire se peut, à acheter directement au producteur et à préfinancer une partie des contrats passés avec eux;
- Les organisations de producteurs du Sud sont tenues d'avoir un fonctionnement démocratique et transparent qui assure une égale répartition des revenus supplémentaires apportés à chacun par le "commerce équitable";
- Ces organisations sont tenues de développer, autant que faire se peut, des modes de culture respectueux de l'environnement, de la biodiversité et des réserves naturelles. La reconversion à l'agriculture biologique est encouragée.

La clé de voûte du commerce équitable est le principe du "prix minimum garanti". Pour chaque produit ce prix est calculé à partir d'une étude technique très précise. Il doit à la fois couvrir tous les coûts de production et offrir une rémunération satisfaisante à la main d'œuvre familiale impliquée dans la production. Le "prix minimum garanti" est ce qui distingue nettement le "commerce équitable" des autres modèles que peuvent être les "certifications biologiques" ou les "codes de conduite de développement durable" mis en place par de grandes entreprises.

Les produits du commerce équitable sont payés plus chers aux producteurs que les produits conventionnels, surtout quand les cours mondiaux sont bas. Même si cette différence est en partie compensée par la réduction du nombre d'intermédiaires commerciaux, les prix de vente aux consommateurs des produits du commerce équitable sont relativement plus élevés que les autres: 5% à 20% de plus que les produits standards. Au bout du compte, si les filières du commerce

équitable sont viables, c'est parce que le consommateur accepte de payer un centime d'euro de plus pour une tasse de café !

Une autre caractéristique du "commerce équitable" est la volonté de transparence et de dialogue entre les partenaires. Importateurs et producteurs trouvent ensemble des solutions de préfinancement des commandes, ce qui permet aux organisations paysannes de contourner les banques locales, réticentes à prêter. Ils trouvent ensemble le bon moment pour l'achat, établissent le calendrier des commandes de sorte que l'organisme importateur puisse avertir les producteurs des volumes nécessaires et être sûr de recevoir des produits de qualité. Enfin ils échangent des informations sur les évolutions du marché, envisagent de nouvelles possibilités de productions et vont jusqu'à développer sur place la production de produits finis. Avec la diversification des revenus des producteurs les risques diminuent et s'installe donc une certaine sécurité.

### **Les effets du "commerce équitable"**

Les effets positifs du commerce équitable sont réels, aisément constatables. Mais les résultats diffèrent d'une situation à l'autre. Chaque organisation de producteurs est une configuration unique, dans une situation unique, dans un contexte unique. Pour les uns, c'est le niveau plus élevé du prix de vente qui va être déterminant, pour d'autres c'est l'accès au crédit qui va changer la donne. Pour d'autres encore, ce qui va amener le changement c'est la possibilité de développer une nouvelle culture, l'accès à une innovation technique ou encore la possibilité de coopérer avec un importateur "équitable" pour transformer les productions sur place.

Les effets du "commerce équitable" sur la vie des paysans vont alors bien au-delà du seul bénéfice apporté par un meilleur prix de vente; ces effets sont également économiques, sociaux et environnementaux.

### **Les conséquences économiques**

Un meilleur prix de vente est pour les producteurs un gain immédiat, facile à mesurer. Selon le principe même du "prix minimum garanti", la différence entre les prix payés aux producteurs du "commerce équitable" et ceux pratiqués par le commerce conventionnel est importante lorsque les cours internationaux sont bas; elle l'est moins lorsque les cours sont élevés. Le café est un bon exemple de ces écarts. Les cours internationaux du café ont connu une crise sans précédent entre 2000 et 2005. A la bourse de New York les prix sont alors descendus à 50 cents / livre et n'ont pas dépassé 75 cents /livre. Ils étaient donc bien en-dessous des coûts de production qui, estimés au plus juste, étaient de 90 à 100 cents / livre. Au cours de cette période, 25 millions de producteurs de café ont été précipités dans la pauvreté, et on a vu les familles paysannes abandonner leurs plantations pour chercher d'autres modes de survie.

Mais durant tout ce temps-là, les importateurs du "commerce équitable" ont continué à payer le café vert 124 cents / livre, autrement dit plus du double du prix du marché. Dans les régions caféières d'Amérique du Sud, le marché était à ce point déprimé que les intermédiaires locaux, le plus souvent, ne payaient que 25 ou 30 cents le café parche aux producteurs. Or, les coopératives qui avaient la chance de vendre une forte proportion de leurs productions dans les circuits du "commerce équitable" parvenaient à acheter le café parche à leurs adhérents à un prix avoisinant les 100 cents / livre, soit quatre fois supérieur au prix localement pratiqué. Dans ces régions le "commerce équitable" a eu des effets spectaculaires: il a permis aux familles des petits producteurs de rester sur leurs terres, d'assurer l'entretien des plantations, et, dans certains cas, d'améliorer la qualité de la production.

Lorsque les cours internationaux remontent, le "prix équitable" suit le prix du marché auquel s'ajoute la "prime de développement" (environ 10% selon les filières). La différence entre le

"commerce équitable" et le commerce conventionnel se réduit donc, mais elle reste toujours significative. Les organisations de producteurs vendent des produits de qualité, sélectionnés et garantis par un cahier des charges. Elles vendent directement à des importateurs sans passer par le réseau habituel des intermédiaires locaux. In fine, l'expérience montre que le prix payé aux producteurs des organisations paysannes liées au "commerce équitable" est toujours supérieur d'au moins 20% au prix payé par les agents du marché conventionnel.

Autre avantage: lorsque les coopératives des réseaux du "commerce équitable" achètent la production de leurs adhérents à des tarifs rémunérateurs, cette offre a un effet d'entraînement sur les prix proposés par les autres collecteurs locaux. Pour capter le café, ces derniers sont contraints d'augmenter leurs offres d'achat, hausses qu'ils répercutent sur les prix de vente du marché international. Le "commerce équitable" a ainsi un effet bénéfique pour l'ensemble des producteurs d'une zone.

Les effets économiques positifs du "commerce équitable" ne se limitent pas à l'amélioration des revenus des petits producteurs; grâce à la stabilité des prix, les familles peuvent envisager des investissements et prendre des risques, ce qui modifie radicalement la situation traditionnelle. L'expérience des organisations de producteurs rejoint les résultats des études de micro-économie des chercheurs: la stabilité du prix de vente des récoltes est un facteur plus important pour la viabilité de la petite agriculture familiale, qu'un prix de vente élevé mais aléatoire.

Les actions de formation et d'accompagnement technique que mènent les coopératives ont elles aussi un rôle déterminant; surtout à un moment où les Etats se désengagent des politiques de soutien apportées au développement rural, comme on peut le constater sur tous les continents depuis quelque vingt ans. Les producteurs de cacao de la République Dominicaine, par exemple, ont cherché à valoriser leurs variétés anciennes qui donnent des chocolats de haute qualité. Ils ont développé des systèmes agro-forestiers qui ont accru les rendements tout en préservant la biodiversité. De nouveaux processus de transformation post-récolte et un contrôle strict de la fermentation ont permis d'obtenir un produit de choix, sans comparaison possible avec celui auparavant commercialisé. L'élaboration de cahiers des charges spécifiques, le contrôle du respect des règles imposées et un prix incitatif payé aux producteurs suffisent pour assurer sur le long terme un meilleur revenu à chaque producteur. L'amélioration de l'image du cacao dominicain sur les marchés internationaux (et donc de ses prix) est due pour l'essentiel à l'organisation des producteurs CONACADO.

Le "préfinancement des récoltes" est une particularité originale des coopératives du commerce équitable" qui explique bien souvent leurs résultats positifs. Les familles paysannes dont les revenus monétaires dépendent d'une récolte annuelle de café ou de cacao sont traditionnellement confrontées à la variation saisonnière de leur trésorerie. Lorsque la nouvelle récolte approche, elles n'ont plus suffisamment d'argent pour assurer et les dépenses de la vie quotidienne et le financement de la prochaine récolte. Soit les petits producteurs engagent alors leur production à vil prix, soit ils empruntent auprès d'un usurier. Lorsque la coopérative est en mesure d'apporter du crédit (en fait simple avance sur la récolte à venir) l'économie de la famille en est absolument transformée: dépendance et endettement sont remplacés par un cycle vertueux de capitalisation.

De nombreuses coopératives du "commerce équitable" parviennent à mettre en place des systèmes de crédits utilisés dans des investissements d'équipements nécessaires à la production ou dans la transformation des produits agricoles. Le risque est moindre pour une coopérative que pour une banque classique puisqu'elle a la possibilité, au moment de la commercialisation, de déduire le prêt de la valeur de la récolte. Toutes les améliorations de la qualité du café ont ainsi été

obtenues avec l'acquisition, à crédit, de dépulpeurs et d'unités de fermentation que les familles paysannes n'auraient jamais pu se procurer autrement.

La plupart des coopératives du "commerce équitable" ont cherché à diversifier les revenus des producteurs, en particulier en transformant sur place la production, ce qui lui apporte une incontestable valeur ajoutée. La coopérative CEPICAFE au Pérou est en cela un bon exemple. Dès 1999, la coopérative a développé un programme d'appui à d'autres produits marchands que le café. Deux nouvelles filières de production ont été retenues: le sucre complet et les fruits transformés. La mise en place d'une agro-industrie adaptée à la transformation de ces fruits en confitures a constitué pour la coopérative un véritable défi. Mais cette transformation sur place laisse une grande part de la valeur ajoutée sur place, puisque 38 % du prix de vente au consommateur final revient à la coopérative.

La diversification des "produits équitables" de CEPICAFE est bien, à long terme, un gage de stabilité qui déjoue les risques des marchés fluctuants, comme a pu l'être celui du café.

### **Les conséquences sociales**

Les conséquences sociales du "commerce équitable" sont visibles avec le renforcement des organisations paysannes qui en sont les premières bénéficiaires . Avec des prix stables et rémunérateurs elles parviennent à développer des services aux producteurs (crédit, assistance technique, etc.) et à assurer la formation de femmes et d'hommes qui, sans elles, se retrouveraient isolés et démunis. Toutes les organisations liées au "commerce équitable" recrutent des animateurs ou des techniciens. Elles font un travail long et difficile qui seul peut donner aux producteurs la possibilité de prendre eux-mêmes en charge leurs projets de développement. Lorsqu'on leur pose la question de l'impact du "commerce équitable", la plupart des producteurs disent leur fierté d'avoir réussi par eux-mêmes à exporter un produit ou à valoriser leur production. A des individus depuis longtemps marginalisés, la participation aux coopératives liées au "commerce équitable" apporte une estime de soi et la fierté retrouvée de s'affirmer "paysan".

Quand une organisation de producteurs intègre les réseaux du "commerce équitable" elle s'engage à mener une gestion transparente et à prendre démocratiquement les décisions collectives. Elections régulières, transmission de l'information financière à chacun des membres, tenues d'assemblées générales sont quelques unes des obligations acceptées par les coopératives. Reconnues et légitimées ces coopératives deviennent alors des interlocuteurs respectés des pouvoirs publics locaux.

Les organisations paysannes qui ont une activité économique en développement et qui exportent directement leurs productions ont beaucoup plus de poids que les autres dans la discussion avec les autorités locales et peuvent même devenir des forces de propositions. Elles améliorent également leurs capacités de négociation avec les organismes d'état.

Le "commerce équitable" soutient les organisations paysannes dans leur action pour un mieux être économique mais accompagne aussi leurs efforts pour préserver les liens sociaux ou valoriser l'héritage culturel propre à une région. Ces organisations ont aujourd'hui appris à défendre efficacement les droits des paysans. La coopérative JAMBI KIWA en Equateur, par exemple, est née de la détermination de femmes indiennes à préserver et à mettre en valeur les pratiques ancestrales de la médecine traditionnelle par les plantes. En cultivant et transformant sur place des plantes aromatiques et médicinales, elles augmentent leurs revenus, renouent avec leurs traditions et retrouvent une place sociale pour elles valorisante. Autre effet positif indirect de leur activité: une notable diminution de l'exode des jeunes dans leur région immédiate.

## **Les conséquences environnementales**

Le "commerce équitable" contribue à sa manière à la protection de l'environnement. Les producteurs s'engagent en effet à respecter un ensemble de règles et de critères déterminés pour chaque filière et chaque produit. Or les cahiers des charges prévus interdisent expressément l'utilisation des produits chimiques jugés nocifs et limitent raisonnablement l'utilisation des intrants agricoles. Et ceci même lorsqu'il s'agit de productions qui ne portent pas le label "biologique". Ces contraintes concernent peu les productions paysannes de café ou de cacao qui sont des cultures agro-forestières pour lesquelles les producteurs utilisent rarement des intrants chimiques. Elles sont en revanche tout à fait pertinentes quand il s'agit des productions fruitières d'exportation, très souvent traitées chimiquement même dans la production paysanne traditionnelle. L'association des producteurs de bananes El Guabo en Equateur, par exemple, s'est engagée à n'utiliser que des produits chimiques autorisés et à bannir tous les insecticides. Sur le Piémont, là où la densité des bananeraies est moindre, sont cultivées des bananes biologiques sans utilisation de produits chimiques.

Durant les deux dernières décennies, les coopératives liées au "commerce équitable" ont incité leurs adhérents à des modes de productions qui préservent la fertilité des sols et conservent les espaces couverts de forêts naturelles. La coopérative des producteurs de café Oro Verde a, par exemple, obtenu des résultats très intéressants. Les caféiculteurs investissent aujourd'hui plus de temps dans l'entretien de leurs plantations. Ils préservent ainsi le couvert végétal et la fertilité naturelle du sol, ce qui évite d'avoir à abandonner la parcelle après quelques années d'exploitation et, surtout, d'en conquérir de nouvelles par défrichage et brûlis des zones forestières. L'accès à des prix stables et rémunérateurs, c'est maintenant prouvé, est bien l'argument déterminant qui peut convaincre un producteur de changer son mode de culture ancestral.

La crise économique des agricultures paysannes a pour corollaire une crise de la fertilité des sols. En Equateur, dans le Chimborazo, là où autrefois une famille disposait de 20 ou 30 hectares de terres de montagne, les familles d'aujourd'hui, plus nombreuses, survivent avec moins de 1 ou 2 hectares. S'ensuivent une très grande précarité et un exode rural qui vont encore accroître la dégradation de l'environnement. Une commercialisation du quinoa plus rentable a permis à l'association des producteurs de quinoa COPROBICH de redonner aux sols une fertilité perdue. Rotation des cultures, protection des sols de l'érosion, meilleure utilisation du fumier du bétail ont en quelques années amélioré les conditions de culture et de vie.

Le "commerce équitable" cherche à valoriser les productions d'une agriculture paysanne non-standardisée, autrement dit à privilégier des variétés locales propres à un terroir ou qui ont une origine particulière. Contrairement à l'agriculture industrielle que les enjeux de la rentabilité maximale éloignent de toute vision à long terme, l'agriculture paysanne maintient une biodiversité végétale et animale qui protège la nature dans la durée en préservant ses capacités de renouvellement. L'exemple du Laos est en cela particulièrement intéressant. Développés grâce au "commerce équitable", les Groupements de communautés paysannes du nord et du sud du Laos ont donné à voir l'étonnante biodiversité végétale de ce pays, jusqu'alors mal connue.

Les savoirs et savoir-faire agricoles, résultats de millénaires de pratique, se sont transmis jusqu'à nos jours dans la société rurale laotienne. Y ont été préservées et enrichies des variétés de plantes exceptionnellement nombreuses qui peuvent être cultivées en d'autres lieux. Le "commerce équitable" a donné à ces organisations paysannes la possibilité de maintenir leurs modes de productions respectueux de l'environnement et les a aidées à développer de nouvelles filières biologiques et équitables.

Les pages qui suivent sont une invitation à découvrir les "terroirs du monde". Par la rencontre qu'il propose avec les partenaires de la société coopérative ETHIQUABLE, ce livre donne à voir les réalités de ce monde paysan, ses difficultés et ses richesses méconnues. Des parcelles de quinoa sur l'altiplano bolivien aux jardins d'épices le long de la côte de Malabar en Inde, des femmes qui transforment elles-mêmes des noix de cajou en Côte d'Ivoire aux producteurs laotiens qui conservent minutieusement les variétés de riz ancestrales, ce livre nous offre les images de la vie d'hommes et de femmes qui se battent pour conserver leurs terres, leurs cultures, leurs traditions; d'hommes et de femmes qui ont su préserver jusqu'à ce jour ce que la Terre nous avait, à tous, généreusement donné ...